



2004-2005
RAPPORT ANNUEL DE GESTION

SECRÉTARIAT
À LA POLITIQUE
LINGUISTIQUE

Message du sous-ministre associé

L'année 2004-2005 aura été, pour la politique linguistique québécoise, une année de consolidation.

Ainsi, les décisions rendues par différents tribunaux, à la suite de contestations diverses de certaines dispositions de la Charte de la langue française, ont toutes confirmé la légitimité de ces dispositions et la constitutionnalité de la Charte.

Par l'entremise du Secrétariat à la politique linguistique, le Québec a aussi continué à promouvoir sa politique linguistique au sein du gouvernement, auprès de la population québécoise ainsi qu'auprès d'autres États et gouvernements.

Les travaux entamés, l'année précédente, avec la Table de concertation sur la qualité de la langue dans les médias ont pris de l'ampleur et débouché sur des mesures concrètes, susceptibles d'être utiles aux médias qui le désirent.

Enfin, le Secrétariat, grâce aux programmes dont il assure la responsabilité, a poursuivi son soutien aux corpus lexicaux québécois et à la promotion de la langue française.

C'est avec plaisir que je présente aujourd'hui ce rapport annuel de gestion.

Le sous-ministre associé responsable de
l'application de la politique linguistique,



Guy Dumas

Déclaration sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents

Les informations contenues dans le présent rapport annuel de gestion relèvent de la responsabilité du sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique et du directeur du Secrétariat à la politique linguistique. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données incluses dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du Rapport annuel de gestion 2004-2005
du Secrétariat à la politique linguistique :

- décrivent fidèlement la mission, les défis et les orientations stratégiques du Secrétariat;
- présentent les objectifs et les résultats du plan stratégique et du plan annuel de gestion;
- présentent les données exactes et fiables.

04 → 05

Nous déclarons que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables, et qu'elles correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2005.

Guy Dumas

Sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique

Jacques Gosselin

Directeur du Secrétariat à la politique linguistique

Québec, octobre 2005



Table des matières

I. La présentation du Secrétariat à la politique linguistique	2
II. Le contexte	3
III. Les faits saillants	5
IV. Rappel du plan stratégique	6
V. Les résultats du plan stratégique et du plan annuel de gestion	7
VI. L'utilisation des ressources	14
VII. L'application des exigences législatives	15
Annexe	
Loi et règlements relevant de la ministre chargée de l'application de la Charte de la langue française (au 31 mars 2005)	16

La présentation du Secrétariat à la politique linguistique

La mission

Créé en 1988 pour assister la ministre chargée de l'application de la Charte de la langue française, le Secrétariat à la politique linguistique a un mandat de coordination, de concertation et de promotion à l'égard de la politique linguistique québécoise. Plus précisément, la mission du Secrétariat consiste à :

- conseiller la ministre pour la mise en œuvre de la politique linguistique québécoise et intervenir dans les dossiers qu'elle lui confie;
- coordonner la conduite des travaux relatifs aux projets de modifications législatives ou réglementaires en matière de langue et agir comme soutien dans les dossiers judiciaires concernant la Charte de la langue française;
- réaliser les interventions nécessaires afin d'assurer la cohérence et le suivi des actions gouvernementales dans le domaine linguistique;
- soutenir et mettre en œuvre des actions concertées visant l'emploi, la qualité et la promotion du français au Québec;
- faire connaître la politique linguistique, au Québec et à l'étranger.

La structure organisationnelle du Secrétariat

Le Secrétariat à la politique linguistique est placé sous l'autorité du sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique, lequel relève directement de la ministre de la Culture et des Communications qui est responsable de la Charte de la langue française.

L'effectif autorisé du Secrétariat à la politique linguistique est de neuf postes.

Les organismes linguistiques

Le Secrétariat à la politique linguistique travaille en étroite collaboration avec les trois organismes créés par la Charte de la langue française, lesquels occupent, chacun, un créneau spécifique de la politique linguistique : la Commission de toponymie du Québec, le Conseil supérieur de la langue française et l'Office québécois de la langue française. Chacun de ces organismes dépose son propre rapport annuel de gestion à l'Assemblée nationale.



Le contexte

Rappel de la situation linguistique

Certes, depuis 1974, alors qu'était adoptée la Loi sur la langue officielle, la situation du français a progressé au Québec :

- l'affichage public et commercial a en partie retrouvé un visage français, particulièrement à Montréal;
- les consommateurs francophones obtiennent davantage de services dans leur langue;
- l'usage du français s'est accru chez les travailleurs et dans la vie des entreprises;
- la fréquentation de l'école française par les jeunes immigrants a augmenté, ce qui a favorisé leur intégration à la société québécoise majoritairement francophone;
- les écarts de revenus et de statuts, défavorables aux francophones, ont presque disparu.

Cependant, malgré les indéniables effets positifs de la politique linguistique québécoise, une étude récente effectuée par l'Office québécois de la langue française¹, démontre que si le français fait des gains encourageants, notamment depuis 1991, la langue anglaise conserve toujours un pouvoir d'attraction élevé.

Les constats qui ont été faits pour la période de 1991 à 2001 décrivent la vitalité des langues en contact sur le territoire québécois et des éléments de la situation linguistique qui méritent attention. On doit principalement retenir que :

- en 2001, le français était parlé à la maison, seul ou avec une autre langue, par près de neuf Québécois sur dix;
- la force d'attraction du français comme langue parlée le plus souvent au foyer a progressé alors que, en 2001, 45,7 % des personnes de langue maternelle tierce choisissaient de parler le français à la maison, comparativement à 35,8 % en 1991; ces chiffres indiquent néanmoins que, bien qu'ils soient en diminution, les transferts linguistiques en faveur de l'anglais, chez les personnes de langue maternelle tierce, demeurent encore plus importants que ceux en faveur du français : 64,2 % en 1991 et 54,3 % en 2001;
- en 2001, les deux tiers des personnes de langue maternelle anglaise et presque les trois quarts des personnes de langue maternelle autre que française et anglaise affirmaient connaître le français;
- le bilinguisme français-anglais a continué à augmenter, passant chez les francophones de langue maternelle de 31,5 % en 1991 à 37 % en 2001, chez les anglophones de 59,4 % à 67,2 % et chez les personnes de langue tierce de 46,6 % à 50,5 %;
- la situation de Montréal, compte tenu de la concentration de la population de langue maternelle anglaise et de celle de langue tierce, est particulière : dans la région métropolitaine, l'anglais est utilisé dans les foyers par plus d'une personne sur quatre et par plus d'une personne sur trois dans l'île de Montréal;
- une nouvelle réalité commence à poindre au Québec alors que le nombre de personnes trilingues français-anglais-espagnol, quoique encore faible, augmente de 30 % à chacun des recensements.

¹ Office québécois de la langue française. Les caractéristiques linguistiques de la population du Québec : profil et tendances 1991-2001, mai 2005.

Il existe un indice de vitalité linguistique qui permet d'apprécier le rapport entre persistance et attraction d'une langue. Il se calcule en divisant, pour chaque langue, le nombre de ses locuteurs selon la langue d'usage à la maison par celui de ses locuteurs selon la langue maternelle. Un quotient supérieur, égal ou inférieur à 1 signale une vitalité élevée, moyenne ou faible. Or, en 2001, à l'échelle du Québec, l'indice de vitalité linguistique est de 1,021 pour le français et de 1,263 pour l'anglais.

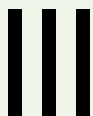
À la lumière de ces éléments, on comprendra que la politique linguistique québécoise garde toujours sa pertinence. À l'instar du Québec, quelque 328 États ou territoires autonomes répartis à travers plus de 192 pays ont adopté une politique linguistique destinée à promouvoir une ou plusieurs langues sur leur territoire. Au 21^e siècle, ces démarches d'aménagement linguistique s'avèrent plus que jamais nécessaires.

En effet, le développement des technologies de l'information et l'expansion de l'anglais dans les communications internationales exercent des pressions qui obligent certains États à s'interroger sur la place de leur langue, dans le monde et sur leur propre territoire. Dans cette optique, le renforcement de la solidarité entre francophones devient essentiel pour assurer la vitalité du français à l'échelle nationale et internationale.

Les défis pour le Secrétariat

L'usage de la langue française comme langue commune de l'ensemble des Québécoises et des Québécois dans tous les secteurs de la vie publique (Administration, travail, éducation, commerce et affaires, communications, inforoute) demeure l'enjeu central de la politique linguistique québécoise que coordonne le Secrétariat à la politique linguistique. À ce titre, il fait face aux défis suivants :

- le maintien du rôle exemplaire et moteur que doit jouer l'Administration en matière d'emploi et de qualité du français, notamment en ce qui a trait au Portail gouvernemental de services;
- l'élaboration de stratégies d'intervention visant à mieux faire connaître la politique linguistique québécoise et, ainsi, à en améliorer la perception, tant au Québec qu'à l'étranger;
- la réalisation d'activités destinées à valoriser et à diffuser un français de qualité;
- la promotion de la diversité culturelle et linguistique, notamment au sein de la francophonie et d'organisations internationales, pour favoriser le renforcement du français comme langue présente et utile dans les secteurs stratégiques.



Les faits saillants

Outre les activités habituelles liées aux interventions de la ministre de la Culture et des Communications dans le domaine linguistique, il y a lieu de souligner en 2004-2005 les faits saillants suivants :

- le trentième anniversaire de la Loi sur la langue officielle qui, en 1974, faisait du français la langue officielle du Québec;
- les décisions de la Cour suprême du Canada qui, le 31 mars 2005, ont reconnu la constitutionnalité de l'article 73 de la Charte de la langue française, relatif à l'admissibilité d'un enfant à l'enseignement en anglais;
- la participation à diverses activités internationales de promotion du français, grâce auxquelles les liens du Québec avec des États et des organismes internationaux ont pu être renforcés;
- les travaux de soutien à la Table de concertation sur la qualité de la langue dans les médias, qui ont permis de sensibiliser davantage le milieu des médias francophones du Québec;
- l'attribution de subventions pour soutenir l'élaboration d'outils destinés à promouvoir la qualité du français au Québec, tels le projet de dictionnaire intitulé Le français standard en usage au Québec, le Dictionnaire québécois des relations de travail ou encore le Trésor de la langue française au Québec.

IV ➤ Rappel du plan stratégique

Cette année, le Secrétariat a élaboré sa planification stratégique pour les années 2005 à 2008.

L'année 2004-2005 a donc été une année de transition, au cours de laquelle les grandes orientations stratégiques que s'est fixées le Secrétariat à la politique linguistique sont :

- Valoriser et généraliser une langue de qualité;
- Consolider la politique linguistique du Québec.



Les résultats du plan stratégique et du plan annuel de gestion

Orientation stratégique : Valoriser et généraliser une langue de qualité

Axe d'intervention

La sensibilisation de la population à l'importance de la qualité de la langue.

Objectif

Poursuivre ou développer des démarches de concertation avec différents secteurs d'activité pour y promouvoir l'importance de la qualité de la langue.

Résultats

• L'impact de la Table de concertation sur la qualité de la langue dans les médias

Créée en mars 2003, la Table de concertation sur la qualité de la langue dans les médias regroupe neuf représentants des médias francophones québécois, écrits ou électroniques, publics, privés ou communautaires. En décembre 2004, un dixième membre s'est ajouté, représentant le milieu de la publicité québécoise. En mars 2005, la Table recevait un Prix pour la promotion d'une langue de qualité, décerné par l'Office québécois de la langue française à l'occasion de la *Francofête 2005*.

Le Secrétariat à la politique linguistique et le ministère de la Culture et des Communications apportent leur soutien aux travaux de cette table qui, cette année, s'est réunie à deux reprises. Parmi les principales réalisations de la Table en 2004-2005, mentionnons :

- des rencontres de sensibilisation avec l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec, le Syndicat canadien de la fonction publique (dont 4 000 membres travaillent dans les médias québécois), la Fédération nationale des communications (dont 7 000 membres travaillent dans les médias québécois), l'Union des artistes et la direction du Cégep de Jonquière;
- la participation de l'Office québécois de la langue française aux congrès annuels de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, des Hebdomadaires du Québec et de l'Association des médias écrits communautaires pour y faire valoir l'importance d'utiliser une langue de qualité dans les médias et pour promouvoir les services de soutien linguistique de l'Office;
- la diffusion, aux membres des associations et médias représentés à la Table, d'une liste d'outils linguistiques accessibles gratuitement dans Internet, susceptibles d'être utiles aux artisans des médias.

De plus, le Secrétariat a financé un projet d'outil électronique de perfectionnement linguistique destiné aux journalistes qui devrait être prêt en 2005.

Orientation stratégique : Valoriser et généraliser une langue de qualité

Axe d'intervention

La sensibilisation de la population à l'importance de la qualité de la langue.

Objectif

Mettre en place des mesures particulières susceptibles de faire connaître les bons usages et les particularités du français standard au Québec.

Résultats

- **Le programme « Parlez-moi d'une langue! » pour les élèves des cégeps et collèges**

Mis sur pied par le Secrétariat, en collaboration avec l'Union des écrivaines et écrivains québécois et le ministère de la Culture et des Communications, le programme « Parlez-moi d'une langue! » a permis, cette année, à 85 écrivains et professionnels de la langue de participer à 126 activités dans 45 établissements d'enseignement collégial du Québec, touchant ainsi quelque 6 988 élèves. Ces chiffres indiquent une année exceptionnelle pour ce programme.

- **Le réseau des corpus lexicaux québécois**

Le Secrétariat finance le développement et la mise en réseau, dans Internet, des fonds de données linguistiques et textuelles du Québec produits par les chercheurs de cinq universités québécoises. Ces fonds s'adressent à toute personne souhaitant en exploiter le contenu à des fins de recherche ou de production d'outils linguistiques. En 2004-2005, quatre projets ont été retenus et le Réseau des corpus lexicaux québécois, accessible dans le site Internet du Secrétariat (www.spl.gouv.qc.ca), s'est enrichi d'un nouveau corpus, ce qui porte leur nombre à quinze.

- **Les activités de promotion de la langue et la production d'outils linguistiques**

Le Secrétariat coordonne la gestion du programme de promotion de la langue française qui a permis l'attribution de 23 subventions, totalisant un montant de 140 500 \$, par la ministre chargée de l'application de la Charte de la langue française. Mentionnons notamment les subventions accordées à l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française ou à Impératif français, pour des activités de promotion de la langue, ainsi qu'à la Centrale des syndicats démocratiques pour l'élaboration d'un dictionnaire québécois des relations de travail.

En 2004-2005, la ministre a également accordé une subvention au Centre de recherche Franqus de l'Université de Sherbrooke pour le projet de dictionnaire intitulé *Le français standard en usage au Québec*. Ce dictionnaire décrira l'usage valorisé du français québécois et illustrera les mots et les sens courants à l'aide de citations et d'exemples tirés en majeure partie du patrimoine culturel, scientifique et littéraire québécois. L'une des particularités de ce projet tient au fait que, pour la première fois au Québec, un dictionnaire de langue générale est conçu à partir d'une banque de textes québécois comptant quelque 50 millions de mots, plutôt qu'à partir d'un ouvrage français.

Orientation stratégique : Consolider la politique linguistique du Québec

Axe d'intervention

La cohérence et la promotion de la politique linguistique québécoise.

Objectif

Superviser les actions de l'administration publique québécoise en matière linguistique pour assurer leur cohérence avec la politique linguistique.

Résultats

- **La concertation interministérielle**

Les travaux du comité de mise à jour de la Politique gouvernementale d'utilisation du français dans les technologies de l'information (PUFTI), coordonnés par le Secrétariat, devaient être achevés cette année. Toutefois, en raison du dernier remaniement des responsabilités ministérielles en matière de technologies de l'information, il sera nécessaire de revoir certaines dispositions de la PUFTI.

De novembre 2004 à février 2005, le Secrétariat a été consulté à plusieurs reprises par les différents ministères responsables de la mise en œuvre du nouveau Portail gouvernemental de services (www.gouv.qc.ca), afin de préciser et d'harmoniser les orientations linguistiques qui devaient prévaloir à la création de ce site Internet.

- **L'examen des clauses linguistiques contenues dans les ententes signées par l'Administration**

Le Secrétariat a été régulièrement consulté par les ministères et organismes de l'Administration québécoise afin de s'assurer que les clauses linguistiques contenues dans diverses ententes intergouvernementales, interministérielles ou autres sont conformes à la politique linguistique québécoise.

Orientation stratégique : Consolider la politique linguistique du Québec

Axe d'intervention

La cohérence et la promotion de la politique linguistique québécoise.

Objectif

Mieux faire connaître la politique linguistique au Québec et à l'extérieur du Québec et en assurer le maintien, y compris lors de contestations devant différentes instances.

Résultats

- **Les contestations de la politique linguistique québécoise**

Lorsqu'une disposition de la Charte de la langue française fait l'objet de contestations devant les tribunaux, le Secrétariat à la politique linguistique apporte son soutien au ministère de la Justice, afin d'en défendre la légalité. Au cours du présent exercice, il y a lieu de mentionner les décisions suivantes :

- Le 29 juillet, la Cour supérieure du Québec a confirmé la décision rendue en 2003 par le Tribunal administratif du Québec dans l'affaire *Nguyen et al.*, laquelle reconnaissait la constitutionnalité du deuxième alinéa de l'article 73 de la Charte de la langue française. Cet alinéa prévoit que les études effectuées en anglais au Québec, dans un établissement d'enseignement privé non subventionné, ne peuvent plus servir à rendre admissibles un enfant, ses frères et sœurs ainsi que leurs descendants à l'enseignement public ou privé subventionné en anglais.
- Le 11 août, la Cour d'appel du Québec a accordé la permission d'en appeler du jugement rendu par la Cour supérieure dans l'affaire *Nguyen et al.*
- Le 23 décembre, la Cour supérieure a rejeté la requête en révision judiciaire dans les dossiers *Bindra et Pitre*, estimant notamment que le Tribunal administratif du Québec avait rendu une décision correcte en reconnaissant la validité du dernier alinéa de l'article 73 et en choisissant de ne pas se prononcer sur la validité de l'article 72 de la Charte de la langue française.
- Le 31 mars 2005, la Cour suprême du Canada a reconnu la constitutionnalité de la Charte de la langue française. Dans l'affaire Gosselin (*Tuteur de*) c. Québec (*Procureur général*), la Cour a affirmé que l'article 73 de la Charte de la langue française ne contrevient pas au droit à l'égalité protégé par les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés. Dans l'affaire Solski (*Tuteur de*) c. Québec (*Procureur général*), la Cour a reconnu la validité du critère de la « majeure partie » inscrit à l'article 73 de la Charte de la langue française, en précisant toutefois qu'il doit être interprété en regard d'une évaluation qualitative plutôt que strictement quantitative du cheminement scolaire d'un enfant. La Cour a reconnu, par ailleurs, les disparités qui existent entre la situation linguistique du Québec et celle qui prévaut dans les autres provinces canadiennes et la nécessité d'en tenir compte; elle a ainsi reconnu une possible asymétrie dans l'application de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés par les différentes provinces.

• Les activités d'information sur la politique linguistique québécoise

En 2004-2005, le Secrétariat a participé à huit rencontres officielles organisées pour mieux faire connaître la politique linguistique québécoise. Celles-ci ont permis d'informer des responsables québécois ou étrangers du domaine de la langue, des membres de l'Administration, des journalistes et des représentants de gouvernements étrangers.

Par ailleurs, le sous-ministre a prononcé une allocution intitulée « La mondialisation et la diversité linguistique : le nécessaire dialogue », au Congrès mondial des professeurs de français, à Atlanta en juillet 2004. Il a également présidé une table ronde sur la langue française au Québec, à l'occasion du congrès de l'American Council of Québec Studies qui a eu lieu à Québec en novembre 2004.

• Les publications du Secrétariat

Au cours de l'année, le Secrétariat a publié un dépliant contenant des statistiques mises à jour sur la dynamique des langues au Québec : *La dynamique des langues en quelques chiffres*. Il a par ailleurs répondu à 6 357 demandes du public, québécois et international, pour l'une ou l'autre de la dizaine de publications qu'il produit et diffuse. Outre le nouveau dépliant *La dynamique des langues en quelques chiffres*, les publications les plus fréquemment demandées sont les brochures *Vivre en français au Québec* (disponible en dix langues) et *La politique linguistique québécoise en questions... et réponses* (disponible en cinq langues).

- **Le site Internet du Secrétariat**

En 2004-2005, le contenu du site Internet du Secrétariat (www.spl.gouv.qc.ca) a été régulièrement mis à jour. La fréquentation du site Internet du Secrétariat à la politique linguistique s'est légèrement accrue par rapport à l'année précédente : le nombre total de visites (59 549) a augmenté de 6 % et le nombre de pages vues (109 884), de 8 %. C'est cependant la durée moyenne des sessions des internautes qui a connu la plus forte hausse, passant de 1 minute 44 secondes en 2003-2004 à 9 minutes 46 secondes en 2004-2005.

La page donnant accès au Réseau des corpus lexicaux demeure, après la page d'accueil du site, celle qui est la plus fréquentée par les internautes. Elle est suivie par les informations dressant le portrait de la situation linguistique au Québec et par la page donnant accès aux différentes publications du Secrétariat.

Les brochures *Vivre en français au Québec* et *La politique linguistique du Québec en questions... et réponses*, ainsi que le Rapport de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, *Le français, une langue pour tout le monde*, sont les fichiers en format PDF qui sont le plus fréquemment consultés par les internautes.

Orientation stratégique : Consolider la politique linguistique du Québec

Axe d'intervention

La célébration de la vitalité de la langue française.

Objectif

Reconnaître et honorer les efforts et les engagements d'individus, de groupes, d'organismes et d'entreprises en faveur de la langue française.

Résultats

- **Le prix Georges-Émile-Lapalme**

La plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec dans le domaine de la qualité et du rayonnement de la langue française, le prix Georges-Émile-Lapalme, a été décernée, en 2004, à M. Jacques Languirand pour sa participation exemplaire à la démocratisation de la langue française au Québec, y compris de la langue savante des sciences et de la philosophie.

Orientation stratégique : Consolider la politique linguistique du Québec

Axe d'intervention

La célébration de la vitalité de la langue française.

Objectif

Poser des actions spécifiques en vue de souligner l'histoire et l'évolution du fait français en Amérique.

Résultats

• Le 30^e anniversaire de la Loi sur la langue officielle

Le 30 juillet 1974, l'Assemblée nationale du Québec adoptait la Loi sur la langue officielle, aussi appelée « Loi 22 ». Cette loi, la première à reconnaître le français comme langue officielle du Québec, a aussi été la première à imposer des obligations de francisation aux domaines de l'administration publique, des entreprises d'utilité publique, des professions, du travail, des affaires et de l'enseignement. Ce faisant, elle posait les bases de la législation linguistique actuelle.

En 2004, une campagne de publicité, dans les villes où existe un service de transport en commun, ainsi que dans les hebdomadaires régionaux et les médias communautaires, a souligné les 30 ans de l'adoption de la Loi sur la langue officielle.

• Le congrès 2008 de la Fédération internationale des professeurs de français

La Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) est un acteur de premier plan dans la francophonie, en ce qui a trait à la promotion et à l'enseignement de la langue française. Tous les quatre ans, la FIPF organise un congrès mondial qui réunit des professeurs de français en provenance d'une centaine de pays. Dès 2002, le Secrétariat a amorcé une série de démarches auprès de la FIPF, du ministère des Relations internationales, du ministère de l'Éducation, de la Commission Amérique du Nord de la FIPF, de l'Association québécoise des enseignants de français langue seconde et de l'Association québécoise des professeures et professeurs de français pour présenter la candidature de Québec comme ville hôte du congrès mondial de la FIPF de 2008, année de la célébration du 400^e anniversaire de la fondation de Québec. Dans la foulée de ces démarches, la ville de Québec a officiellement été choisie pour accueillir le congrès de 2008. Cet événement exceptionnel permettra d'accueillir, dans la Vieille Capitale, quelque 1 500 professeurs de français en provenance de 130 pays francophones et non francophones.

Orientation stratégique : Consolider la politique linguistique du Québec

Axe d'intervention

La veille en matière linguistique.

Objectif

Maintenir et établir, en fonction des priorités gouvernementales, des partenariats canadiens et internationaux sur des sujets susceptibles d'enrichir la démarche linguistique québécoise.

Résultats

- **Les partenariats canadiens**

Dans le domaine des problématiques linguistiques canadiennes, le Secrétariat a participé à la Table ronde sur le régime fédéral des droits linguistiques organisée par la Commissaire aux langues officielles du Canada, ainsi qu'au Forum de la francophonie organisé par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes à Québec, lequel portait sur les relations du Québec avec les communautés francophones et acadiennes du Canada.

- **Les partenariats internationaux**

En 2004-2005, le Secrétariat a continué, à l'occasion de diverses activités internationales, à mettre en valeur l'expertise du Québec en matière d'aménagement linguistique et de gestion d'une politique linguistique. Dans le domaine de la coopération linguistique, mentionnons sa collaboration à la rencontre des Premiers ministres de France et du Québec (avril 2004), à la 3^e Commission mixte permanente Québec/Wallonnie-Bruxelles (juin 2004), à la réunion des présidents et responsables des organismes de gestion linguistique de la Communauté française de Belgique, de la France, de la Suisse romande et du Québec (novembre 2004) et à la première rencontre du Sous-comité franco-québécois sur la qualité du français dans l'administration publique (décembre 2004).

VI ➔

L'utilisation des ressources

Ressources humaines

Les ressources humaines du Secrétariat sont traitées sous la rubrique « Structure organisationnelle du Secrétariat ».

Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires de 1,9 M\$ apparaissent au programme 03 du ministère de la Culture et des Communications.

Ressources informationnelles

Depuis septembre 1999, le Secrétariat a son propre site Internet qui est accessible à l'adresse suivante, www.spl.gouv.qc.ca, ainsi qu'à partir de la page d'accueil du site du ministère de la Culture et des Communications (www.mcq.gouv.qc.ca), sous la rubrique « Langue ».

Cette année, conformément aux orientations gouvernementales en la matière, le Secrétariat a adopté, pour son site et à l'instar des autres sites gouvernementaux, un moteur de recherche créé spécifiquement pour le gouvernement par la compagnie Delphes.

VII ➔ L'application des exigences législatives

L'accès à l'égalité dans la fonction publique

Cette section présente les résultats du Secrétariat à la politique linguistique relatifs au Programme d'accès à l'égalité, au Plan d'embauche pour les personnes handicapées ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise (membres d'une communauté culturelle, anglophones ou autochtones).

Le Secrétariat à la politique linguistique n'a procédé à aucune embauche en 2004-2005. Son effectif de neuf personnes ne compte aucune personne handicapée, anglophone, autochtone ou d'une communauté culturelle.

Le tableau ci-dessous décrit le taux de représentativité des femmes au sein du Secrétariat.

FEMMES

Le taux de représentativité

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel technicien assimilé	Personnel de bureau
Représentativité en nombre	0	3	1	2
Taux de représentativité	0 %	75 %	100 %	100 %

Nota bene

Pour l'application des exigences législatives touchant la politique linguistique, la politique concernant la santé des personnes au travail ainsi que la protection des renseignements personnels, voir la rubrique du rapport annuel de gestion du ministère de la Culture et des Communications qui, en ces matières, dessert le Secrétariat à la politique linguistique.

Annexe

Loi et règlements relevant de la ministre chargée de l'application de la Charte de la langue française (au 31 mars 2005)

Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11)

Règlement sur l'affichage de l'Administration (C-11, r. 0.01)

Règlement de l'Office québécois de la langue française sur la définition de « siège social » et sur la reconnaissance des sièges sociaux pouvant faire l'objet d'ententes particulières avec l'Office (C-11, r. 3)

Règlement sur la délivrance d'attestations de connaissance de la langue officielle en vue de l'admission aux ordres professionnels et sur certains équivalents à ces attestations (C-11, r. 3.1)

Règlement sur la langue du commerce et des affaires (C-11, r. 9.01)

Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française (C-11, r. 10.01)

Règlement précisant la portée de l'expression « de façon nettement prédominante » pour l'application de la Charte de la langue française (C-11, r. 10.2)

Règlement précisant la portée des termes et des expressions utilisés à l'article 144 de la Charte de la langue française et facilitant sa mise en œuvre (C-11, r. 11)

Règlement sur la régie interne du Conseil de la langue française (C-11, r. 14)

